

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION

---

## Projet de loi n° 15

**Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire  
et modifiant certaines dispositions législatives**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

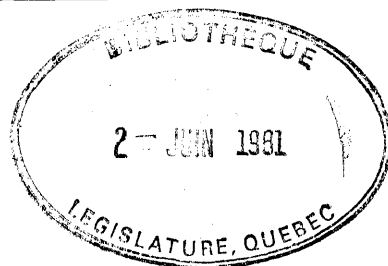
Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. DENIS LAZURE

Ministre d'État au Développement social



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet l'abolition de la retraite obligatoire.*

*À cette fin, il édicte une nouvelle norme du travail qui interdit à un employeur ou à son agent de congédier, suspendre ou mettre à la retraite un salarié pour le seul motif qu'il a atteint ou dépassé l'âge ou le nombre d'années de service à compter duquel il prendrait normalement sa retraite. La Loi sur les normes du travail est donc modifiée en conséquence.*

*Ce nouveau droit du salarié s'applique aussi bien à celui qui participe à un régime de retraite privé ou public qu'à celui qui ne participe à aucun régime de retraite; il s'appliquera à tout salarié et à tout employeur, de même qu'au gouvernement, à ses ministères et à ses organismes.*

*Le projet de loi prévoit de plus un recours devant un commissaire du travail en faveur du salarié qui croit avoir été lésé par un employeur qui aurait enfreint la nouvelle norme concernant la retraite.*

*Tout en préservant le droit du salarié de prendre volontairement sa retraite conformément au régime qui lui est applicable, le projet de loi fait également cesser, dans un certain nombre de lois et de régimes de retraite, l'effet des dispositions sur la mise à la retraite obligatoire en raison de l'âge ou du nombre d'années de service accumulées.*

*Il prévoit qu'un salarié qui continue à occuper un emploi malgré le fait qu'il a atteint ou dépassé l'âge ou le nombre d'années de service à compter duquel il aurait obligatoirement pris sa retraite, continue de cotiser selon les dispositions du régime de retraite qui lui étaient applicables; l'employeur de ce salarié devra alors continuer sa contribution au régime.*

*Les prestations qui auraient été normalement payables au moment où le salarié aurait été mis à la retraite le deviendront à compter de la date de sa retraite volontaire.*

*Enfin, les dispositions de ce projet de loi ne s'appliqueront pas aux personnes qui, à la date de la sanction du projet de loi, sont à la retraite, qui sont en congé de préretraite, en raison de congés de maladie, d'autres congés accumulés ou de tout autre motif, qui ont démissionné de leur emploi ou qui ont reçu un avis de cessation d'emploi ou de non-réengagement en raison de leur âge ou du nombre de leurs années de service.*



## Projet de loi n° 15

Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire  
et modifiant certaines dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La Loi sur les normes du travail (1979, chapitre 45), modifiée par le chapitre 5 des lois de 1980, est de nouveau modifiée par l'insertion, après l'article 84, de ce qui suit:

### «SECTION VI.1

#### «LA RETRAITE

«**84.1** Il est interdit à un employeur ou à son agent de congédier, suspendre ou mettre à la retraite un salarié pour le seul motif qu'il a atteint ou dépassé l'âge ou le nombre d'années de service à compter duquel, selon le régime de retraite auquel il participe, la convention qui lui est applicable ou la pratique en usage chez son employeur, il prendrait sa retraite.

«**84.2** La présente section s'applique au gouvernement, à ses ministères et à ses organismes et, malgré l'article 3, elle s'applique aussi à tout salarié et employeur.».

**2.** L'article 123 de cette loi est modifié par l'insertion entre le premier et le deuxième alinéa du suivant:

«Le premier alinéa s'applique à un salarié qui croit avoir été congédié, suspendu ou mis à la retraite pour un motif énoncé à l'article 84.1.».

**3.** Les dispositions sur la mise à la retraite obligatoire d'une personne en raison de l'âge ou du nombre d'années de service, cessent d'avoir effet dans:

1° la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);

2° la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11);

3° la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12);

4° la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, chapitre 16);

5° la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);

6° un régime de retraite établi en vertu de ces lois;

7° un régime de retraite enregistré en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17);

8° un régime de retraite déterminé par le gouvernement.

Toutefois, une personne peut choisir de prendre sa retraite conformément aux dispositions des lois ou régimes visés au premier alinéa.

Un décret adopté en vertu du paragraphe 8° du premier alinéa peut avoir effet à une date antérieure à son adoption mais qui n'excède pas le (*insérer ici la date de la sanction du projet de loi n° 15*).

**4.** Une personne qui occupe un emploi après qu'elle a atteint ou dépassé l'âge ou le nombre d'années de service à compter duquel, selon son régime de retraite, elle aurait été mise à la retraite obligatoire, continue de cotiser au régime qui lui est applicable.

De même, l'employeur de cette personne continue de contribuer au régime, le cas échéant.

**5.** Si une personne prend sa retraite après la date à laquelle elle aurait été mise à la retraite obligatoire en vertu d'une loi ou d'un régime de retraite, les prestations payables à compter de cette date, le sont à compter de la date effective de sa retraite.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux prestations d'une pension ou d'une rente différées.

**6.** La présente loi s'applique à une convention au sens de la Loi sur les normes du travail et à un régime de retraite en vigueur le ou après le (*insérer ici la date de la sanction du projet de loi n° 15*).

**7.** La présente loi ne s'applique pas à une personne qui le  
(insérer ici la date de la sanction du projet de loi n° 15)

1° est à la retraite;

2° a démissionné;

3° est à la préretraite en raison de congés de maladie, d'autres congés accumulés ou de tout autre motif; ou

4° a reçu un avis de cessation d'emploi ou de non-réengagement en raison de l'âge ou du nombre d'années de service.

**8.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.